le bulletin du SNU ipp 26

N°313

SNUipp Drôme
Maison des Syndicats
17, rue Bizet
26000 Valence
Tél. : 04.75.56.77.77
Télécop. : 04.75.56.00.56

Bimensuel
Directrice de publication : Bernadette Long
N° de C.P.P.A.P. : 0610 S 07360
ISSN : 1164-2769
Abonnement : 10 €
Prix au n° : 2 €

Déposé le 01/02/2011

Dispensé de timbrage Valence CTC

PRESSE DISTRIBUEE PAR LA POSTE

Internet : http://26.snuipp.fr **E-mail : snu26@snuipp.fr**

Année Scolaire 2010 / 2011

Ceux qui vivent sont ceux qui luttent.
Victor Hugo - Les Châtiments

Le service public, on L'aime, on Le défend

8967 postes supprimés dans le premier degré qui auront des répercussions dans les classes et dans toutes les écoles de la Drôme et d'ailleurs dès la rentrée 2011. Un vrai jeu de massacre dont l'école de la République aura du mal à se remettre. L'inspecteur d'académie devra fermer des classes pour en ouvrir.

Tous en grève le 10 février !

Le 10 février, redonnons des couleurs à l'école !

Dès la rentrée, le pays a connu un mouvement social sans précédent avec plusieurs journées de grèves et de manifestations unitaires qui ont mobilisé une partie importante de la population, dont de nombreux enseignants des écoles, autour des questions de la retraite, de l'emploi et des salaires.
Si la réforme des retraites a été le point central de ces mobilisations, la question de l'emploi a toujours été présente et reste prégnante à l'Éducation Nationale avec le vote du budget 2011 qui prévoit 8967 suppressions de postes dans le premier degré.
Nous étions très insuffisamment mobilisés samedi 22 janvier pour demander un autre budget et une autre ambition pour l'école.
La dotation de 0 poste pour la Drôme pour la rentrée prochaine ne cachera pas les nouvelles suppressions et ses conséquences désastreuses pour les élèves de nos écoles. Leurs conditions d'apprentissages déjà difficiles s'aggraveront et cela nuira davantage à la réussite de tous. En effet, même si la Drôme n'est apparemment pas la plus mal lotie, la dotation rimera tout de même avec suppressions de postes.
Comment scolariserons-nous les 263 élèves supplémentaires attendus dans la Drôme avec 0 poste ?
Comment ferons-nous réussir tous nos élèves avec plus d'élèves par classe, quasiment plus d'élèves de 2/3 ans scolarisés, moins de RASED, plus de journées d'absence non remplacées et une formation initiale et continue au rabais ?
Comment mieux scolariser les élèves en situation de handicap avec une réduction du nombre d'emplois aidés et une précarisation de leurs contrats alors que des emplois statutaires et donc pérennes sont nécessaires ?
Sans parler du dispositif *ECLAIR*, *« Ecoles, Collèges et Lycées pour l'Ambition, l'Innovation et la Réussite »*, décidé dans la précipitation et sans concertation, et qui laisse craindre le pire pour le devenir de l'éducation prioritaire et des moyens supplémentaires, déjà insuffisants, accordés aux écoles concernées.

La politique éducative menée dans ce pays est néfaste depuis une dizaine d'années.

Nous sommes porteurs d'un renforcement des services publics. particulièrement de celui de l'éducation, pour assurer une plus grande justice sociale. Le budget 2011, qui prévoit, entre autres, 8967 suppressions de postes dans le premier degré, ne permettra toujours pas la réussite de tous les élèves. Avec ces nouvelles mesures, ce sont les plus fragiles d'entre eux qui ne pourront accéder au chemin de la connaissance et des savoirs qui permettent l'émergence de citoyens libres et émancipés. Nous ambitionnons que l'école ne renforcent pas les inégalités sociales, culturelles ou économiques mais, bien au contraire, les réduisent considérablement.

Les suppressions annoncées laissent plutôt augurer un avenir noir pour nos élèves auquel nous voulons redonner des couleurs…

Alors tous en grève le 10 février
pour exiger d'autres choix !

B. Carillo, B. Long, Y. Chauvin, D. Godeau,
secrétaires départementaux.

Sommaire :

p 1 : Édito
p 2 : Pétition salaires
p 3 : Carte scolaire drômoise
p 4 : Grève le 10 février

Pétition salaires

« Oui à l'augmentation des salaires dans la fonction publique ! »

Les organisations syndicales de la Fonction publique CFDT, CFTC, CGC, CGT, FSU, Solidaires et UNSA lancent une pétition unitaire « OUI à l'augmentation des salaires dans la fonction publique ! ».

Elle se signe en ligne sur le site dédié : http://salairesfonctionpublique.fr ou ci-dessous.

Depuis 2000, la hausse de l'indice des prix à la consommation, hors tabac, est de 19,1%, tandis que l'augmentation du point d'indice de la fonction publique n'était que de 8,74%. La perte de pouvoir d'achat des fonctionnaires se monte donc à plus de 10%.

Or depuis l'augmentation de 0,5% au 1er juillet 2010, le gel du point d'indice est prévu pour les 3 prochaines années, tandis que les cotisations retraites des fonctionnaires vont augmenter de 34,4% dans les 10 prochaines années.

Appel des organisations syndicales de la Fonction publique

Le mouvement social de l'automne 2010, qui s'est développé autour d'exigences communes sur les salaires, l'emploi et les retraites, fort du soutien d'une large majorité de la population, restera marqué par son ampleur et sa détermination. Dans cette mobilisation interprofessionnelle, les personnels de la Fonction publique ont été massivement présents.

L'ensemble des observateurs a souligné le rôle qu'ont joué dans notre pays le haut niveau de la protection sociale, les services publics et l'importance de l'emploi public pour lutter contre la crise financière. Ces atouts sont menacés par la politique d'austérité menée par le gouvernement au risque de compromettre la sortie de crise.

La politique salariale conduite dans la Fonction publique est, à cet égard et pour les personnels, particulièrement pénalisante.

Des années de politique de moindre augmentation de la valeur du point par rapport à l'inflation ont conduit à une perte considérable du pouvoir d'achat de tous les agents de la Fonction publique de l'hospitalière, de la territoriale et de l'Etat.

Le gel projeté pour 2011, celui fortement envisagé pour 2012 et 2013, créeraient une situation sans précédent, porteuse de lourds reculs sociaux et de bradage des qualifications. Et ce, d'autant qu'ils se cumuleraient avec la forte augmentation des retenues pour pension dans l'inacceptable loi de réforme des retraites.

Il est urgent d'imposer d'autres choix, d'en finir avec l'artificielle opposition emplois / salaires.

Les organisations syndicales de la Fonction publique exigent du gouvernement :

- des augmentations salariales, notamment par l'augmentation de la valeur du point, assurant le rattrapage ;
- des pertes accumulées depuis 2000 et la progression du pouvoir d'achat ;
- une meilleure reconnaissance des qualifications ;
- une amplitude réelle des carrières.

Les personnes soussignées soutiennent cet appel.

NOM et Prénom	Service ou établissement	Signature

Pétition à retourner au SNUipp 26 - FSU - Maison des Syndicats - 17 Rue Georges Bizet - 26000 VALENCE .

Carte scolaire drômoise

0 poste dans la Drôme pour 263 élèves supplémentaires. Comment scolariser plus et mieux avec moins ?

L'inspecteur d'académie, dans différentes instances, a annoncé qu'il devra fermer des classes pour en ouvrir.
Sans postes supplémentaires pour 263 élèves de plus, il aura d'ores et déjà besoin d'au moins 10 moyens.

A ces besoins s'ajoutent :

- ceux pour le remplacement : la disparition des 57 enseignants surnuméraires qui assurent cette année des remplacements devra être compensée alors que la situation du remplacement dans la Drôme est déjà alarmante ; pour compenser ces manques, le recrutement possible de vacataires non formés est possible ;
- les postes nécessaires à la scolarisation des enfants de 2/3 ans : 54 postes précisément pour scolariser proportionnellement autant d'élèves qu'en 2005 ;
- les départs à la retraite qui risquent d'augmenter suite à la nouvelle loi (ce pourrait être 130 départs dont la moitié ne serait pas remplacée selon le dogme gouvernemental.) ;
- les postes RASED qui restent menacés, notamment ceux non pourvus à la rentrée 2010/2011 qui pourraient disparaître par un coup de calculette magique.

Pour ouvrir les classes que l'inspecteur d'académie estimera plus indispensables que d'autres, celui-ci devra trouver et grappiller des postes ailleurs, comme si les écoles étaient sur dotées de moyens.
Il devra aussi faire preuve de beaucoup d'inventivité (et sûrement, comme à son habitude, de communication à grand renfort de medias) pour convaincre que la dotation est favorable à la réussite des élèves.
Il devra surtout masquer la réalité pour tenter de cacher la misère qui s'annonce.
Le gouvernement a d'ailleurs fourni aux recteurs et inspecteurs des pistes pour déshabiller les uns afin d'habiller moins chaudement les autres, ces fameux leviers.

Dans notre département cela pourrait se traduire, comme nous l'avons déjà précisé dans nos précédents bulletins, par :

- la disparition des moyens supplémentaires mis à disposition des écoles en éducation prioritaire ;
- l'augmentation des seuils dans toutes les écoles, avec peut-être une « préférence » en maternelle, pour fermer plus de classes et en ouvrir moins. Résultat : plus d'élèves dans toutes les classes ! ;
- des fusions d'école ;
- la réduction du nombre de remplaçants avec recrutement possible de vacataires non formés ;
- la suppression de postes d'enseignants spécialisés notamment dans les RASED ;
- la réduction encore plus drastique de la Formation Continue et des droits au congé de formation ;
- la récupération de postes non pourvus dans l'ASH, notamment des postes de TR ASH ou de RASED, par manque d'enseignants spécialisés en raison d'un déficit de départ en formation ;
- la réduction du nombre de maîtres formateurs et de conseillers pédagogiques en lien avec la baisse du nombre de places au concours (seulement une vingtaine de PES environ en 2011/2012 au lieu de 54 cette année)…

La réalité sera même peut-être plus redoutable que ce que nous imaginons et nous pourrions découvrir des situations et des décisions que nous n'osions pas imaginer.

Nous pourrions croire que les écoles et élèves de la Drôme seront épargnés avec 0 poste, mais la réalité risque de rattraper les plus optimistes.
Le déplacement des CTPD après les élections tend à prouver que la carte scolaire sera déplorable sinon pourquoi craindre des répercussions sur le vote des citoyens et décaler alors le calendrier de carte scolaire.

8967 postes supprimés dans le premier degré qui auront des répercussions dans les classes et dans toutes les écoles de la Drôme et d'ailleurs dès la rentrée 2011.
Un vrai jeu de massacre dont l'école de la République aura du mal à se remettre.

Tous en grève le 10 février !

Grève le 10 février

Redonnons des couleurs à l'Ecole !

Le 10 février prochain, le SNUipp appelle avec la FSU à une journée de grève et de manifestation partout en France pour l'avenir de l'école. En cause, le budget de l'Education nationale, qui, à coup de milliers de suppressions de postes, construit un projet éducatif préférant la réussite de quelques-uns à celui de la réussite de tous. Ces coups de ciseaux ne peuvent qu'accentuer le phénomène français souligné par PISA d'aggravation des inégalités sociales à l'école.

Dans le primaire, ce sera 8 967 postes qui sont appelés à disparaître alors que plus de 8 000 élèves supplémentaires sont attendus à la rentrée : RASED, maternelles, remplacements, enseignants supplémentaires en éducation prioritaire, la chasse aux « gisements d'emplois » est ouverte. Et, si ça ne suffit pas, on suggère déjà d'augmenter les effectifs par classe, de fermer des classes ou de regrouper des écoles rurales. Le discours du Ministre sur l'élargissement de l'enseignement des langues vivantes aux enfants de 3 ans confine à l'absurde alors qu'à ce jour la généralisation n'est pas achevée dans l'élémentaire et que près de 800 postes seront prélevés sur les intervenants en langues vivantes. Les directeurs d'école sont également les premières victimes de ces coupes aveugles. Dans de nombreux endroits, l'aide administrative à la direction d'école n'est pas renouvelée. Le temps de décharge accordé aux directeurs pour le fonctionnement de l'école est revu à la baisse.

Le budget de l'Education nationale se réduit comme peau de chagrin, mais cet âne n'est pas bien gras comme le souligne l'OCDE qui relève que l'investissement de la France dans le primaire est déjà de 15% inférieur à celui de la moyenne des pays membres de l'organisation.

Le moment n'est pas venu de se démobiliser. Le SNUipp s'est engagé dans une démarche unitaire pour construire la mobilisation la plus large. Aujourd'hui, c'est l'avenir de l'Ecole de la réussite de tous qui est remis en question. Le SNUipp demande l'abandon des suppressions de postes programmé à la rentrée prochaine.
L'Education nationale a besoin d'un budget porteur d'un projet de transformation de l'école. La maternelle, l'éducation prioritaire et la formation professionnelle des enseignants sont des leviers essentiels pour une meilleure réussite des élèves. Dans cette situation d'urgence, l'école ne peut attendre !

Carte scolaire nationale

8967 postes supprimés dans le premier degré qui auront des répercussions dans les classes et dans toutes les écoles de la Drôme et d'ailleurs dès la rentrée 2011.
Un vrai jeu de massacre dont l'école de la République aura du mal à se remettre.

Tous en grève le 10 février !

	Dotation en emplois d'enseignants au 01/09/2010	Variation de la dotation à la rentrée 2011
AIX-MARSEILLE	13 562,00	-98
AMIENS	10 492,50	-149
BESANÇON	6 219,75	-94
BORDEAUX	14 367,25	-98
CAEN	6 883,50	-195
CLERMONT-FERRAND	6 155,00	-104
CORSE	1 443,00	-15
CRETEIL	24 275,50	-120
DIJON	8 306,50	-125
GRENOBLE	15 296,00	-40
LILLE	20 938,50	-336
LIMOGES	3 380,00	-53
LYON	14 316,50	-62
MONTPELLIER	12 453,50	-95
NANCY-METZ	12 243,00	-298
NANTES	13 224,00	-71
NICE	9 402,50	-116
ORLEANS-TOURS	12 547,50	-120
PARIS	7 598,00	-77
POITIERS	7 987,00	-77
REIMS	7 300,00	-131
RENNES	10 831,50	-75
ROUEN	9 625,00	-156
STRASBOURG	9 155,75	-177
TOULOUSE	13 163,50	-150
VERSAILLES	29 183,00	-120
GUADELOUPE	3 131,00	-85
GUYANE	2 257,00	40
LA REUNION	6 140,00	-75
MARTINIQUE	2 756,00	-95
METROPOLE + DOM	314 634,25	-3 367

FSU

*Le **SNUipp**, **S**yndicat **N**ational **U**nitaire des Instituteurs, Professeurs des Écoles et PEGC est un syndicat affilié à la Fédération Syndicale Unitaire.*

SNUipp 26

Ce bulletin vous a été envoyé grâce au fichier informatique du SNUipp de la DRÔME (ou des syndicats de la FSU). Conformément à la loi du 8/01/78, vous pouvez y faire effacer les informations vous concernant en vous adressant au SNUipp26 - Maison des Syndicats - 17 rue G. Bizet - 26 000 VALENCE.

Imprimé par nos soins SNUipp-FSU - VALENCE